



on a lu, on a vu

Les violences paysannes sous la V^e République

par Nathalie Duclos

1998, *Economica*, Paris, Coll. *Politique Comparée*, 281 p.

Alors que l'on célèbre les quarante ans de la V^e République, le moment semble venu de faire le bilan de la politique de modernisation agricole engagée par le pouvoir gaulliste au début des années soixante. Il est avéré que, dès cette période, la stratégie d'intensification a fait périr un grand nombre d'exploitations et engendré un puissant mécontentement qui a été à l'origine de violences collectives notoires de la part des agriculteurs. Qu'en est-il aujourd'hui, alors que le processus de concentration des exploitations s'est poursuivi et que de graves crises touchent toujours, de manière récurrente, certains secteurs de production (comme le porc à la fin de l'année 1998) ? C'est à cette question que s'attelle Nathalie Duclos qui, dans l'ouvrage qu'elle nous propose : *Les violences paysannes sous la V^e République*, défend la thèse d'une modération tendancielle des protestations paysannes au cours des dernières décennies malgré l'existence résiduelle de foyers privilégiant encore la violence physique comme mode d'action. L'ouvrage a par là même le mérite de mettre au jour le lien existant entre les manifestations de violence et le productivisme à tout crin de ceux qui s'y livrent. Il s'agit autrement dit « d'expliquer à la fois les raisons de l'émergence d'une certaine violence dans les années cinquante, puis de sa persistance auprès d'agriculteurs de plus en plus circonscrits, tout en cernant les facteurs plus généraux de modération relative. » (p. 5)

Ce glissement dans le « répertoire d'action » des agriculteurs français est non seulement mis au jour chiffres à l'appui (dans un premier chapitre intitulé « Pour en finir avec le mythe des jacqueries paysannes ») mais surtout analysé à travers la thèse de Norbert Elias (p. 3) qui, dans *La dynamique de l'Occident*, avance l'interprétation selon laquelle le processus de différenciation sociale, en accentuant sur le long terme l'interdépendance des individus, aurait pour conséquence l'émergence de mécanismes d'auto-contrôle incitant à la relégation de la violence.

A l'intérieur de la perspective éliásienne ainsi adoptée - et dans un style impeccable qui tranche heureusement avec la prose pâteuse de nombreux représentants des sciences sociales - Nathalie Duclos



brosse une large fresque, aux couleurs parfois vives, des mobilisations paysannes sous la Cinquième République, fresque qu'elle organise autour de deux points de fuite : *les évolutions sociologiques lourdes du milieu agricole* et *les stratégies d'action des syndicats*, construction savante qui lui permet de nous faire voir d'un même mouvement plusieurs faces des objets qu'elle analyse.

La première partie met en évidence que « le déclin des dispositions à la violence » constaté depuis une trentaine d'années est imputable à l'atténuation des trois causes qui avaient été à l'origine du surgissement de cette même violence au cours des années soixante : le désenchantement à l'égard de la modernité, la légitimation unanime de la violence par les leaders syndicaux et enfin la construction de l'identité collective des agriculteurs dans l'antagonisme avec le politique.

Or, on observe (chapitre 2) qu'à la différence des années soixante où l'entrée dans la modernité avait été lestée par les agriculteurs d'une dimension certes économique mais également existentielle de réalisation de soi, et où en conséquence la frustration, la « privation relative », liée au sentiment d'un échec dans cette quête de dignité avait été à la base de protestations d'une grande virulence, les années quatre-vingt ont été celles de déceptions circonscrites au strict champ économique et n'atteignant de plus que les « agriculteurs-entrepreneurs », sous-groupe d'« élite » qui, seul, anticipait une amélioration de ses conditions de vie.

A ce déclin dans le contenu et l'étendue des attentes, s'est ajouté (chapitre 3) un émoussement des légitimations de la violence. En effet, alors que les premières années du régime gaulliste s'étaient caractérisées chez les syndicalistes paysans par un large consensus autour de l'usage souhaitable de la violence, les années soixante-dix ont vu une partie toujours plus importante du monde agricole contester cette modalité d'action et se rallier en cela aux positions de certains militants de gauche, opposés par ailleurs à la dérive productiviste de l'agriculture, et qui se regrouperont en 1987 au sein de la Confédération paysanne.

Enfin (chapitre 4), les trois dernières décennies ont correspondu à une modification du processus de construction identitaire des paysans, le vieux mythe de l'identité agrarienne ayant volé en éclats sous l'effet d'une hétérogénéisation du milieu agricole (différenciation interne entre types d'exploitations, accroissement du nombre d'exploitations dirigées par des femmes, réduction de l'endogamie...). Celui-ci s'est alors retrouvé segmenté, divisé en groupes aux intérêts divergents, ouvert sur l'extérieur... et partant incapable de réunir les anciennes conditions de fonctionnement de la violence.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à l'étude des « *dilemmes de l'action syndicale* ».

Déterminées (chapitre 5) au départ de la période considérée par les caractéristiques propres du monde agricole, les stratégies syndicales doivent désormais intégrer le caractère contre-productif de la violence dans l'opinion publique, contre-productivité qui se manifeste par des soutiens de plus en plus circonspects tant de la part des médias que des politiques.

Désireux de demeurer les interlocuteurs privilégiés du pouvoir (chapitre 6), les syndicats agricoles se voient désormais contraints de concilier, ce qui ne va pas de soi, une forte représentativité, donc de conserver un grand nombre d'adhérents, et une capacité élevée de contrôle de ces derniers. D'où le développement d'un haut niveau de savoir-faire organisationnel auquel sont parvenus la FNSEA et le CNJA dans l'organisation de manifestations telles que celles de 1982 et de 1991 à Paris - opérations dont la dimension communicationnelle l'emporte sur l'aspect revendicatif - pour ne rien dire de celle d'événements purement médiatiques tels que la « Grande Moisson » sur les Champs Élysées en 1990.

En réalité, cette évolution des modes d'action du « syndicalisme majoritaire » reflète le rapprochement actuel de ses positions avec la Confédération Paysanne, s'agissant du devenir de l'agriculture et des agriculteurs. La FNSEA semble en effet prendre conscience des impasses de l'intensification agricole et tente dorénavant de faire reconnaître que les agriculteurs remplissent des fonctions autres que productives. L'idée commence à être acceptée que ces derniers ont un rôle à jouer dans la préservation des paysages et de l'environnement. Aussi, les analyses de Nathalie Duclos sur les évolutions en cours à la FNSEA depuis les années soixante nous permettent-elles de comprendre les positions adoptées par ce syndicat à propos du « contrat territorial d'exploitation » prévu par la nouvelle loi d'orientation agricole. Le temps où convergeaient les objectifs des gaullistes et ceux des dirigeants paysans pour promouvoir une agriculture intensive exclusivement centrée sur sa fonction productive est (peut-être ?) en passe d'appartenir au passé. Sans permettre de l'affirmer aussi explicitement, *Les violences paysannes sous la V République* le suggère fortement.

Jean-Paul Maréchal